

Catharsis bruxelloise sur le radicalisme

■ Une journée de débat au Parlement bruxellois. Le gouvernement régional n'a pas convaincu l'opposition.

Suite aux attaques parisiennes, Bruxelles ne pouvait rester en reste quant au phénomène de radicalisation qui pousse une partie de sa jeunesse vers les thèses jihadistes. Vendredi, l'hémicycle du Parlement bruxellois rassemblait toutes les forces démocratiques de la Région pour débattre du "vivre ensemble" et des mesures qui peuvent être entreprises pour endiguer les ravages de l'extrémisme religieux. Le débat s'est déroulé dans une relative sobriété et fut marqué par un très grand nombre d'interventions. Rappel : la Région n'a aucune compétence en matière de lutte contre le terrorisme. Elle peut par contre agir sur la prévention et la sécurité publique.

L'opposition MR, par la voix de son chef de file Vincent De Wolf, n'a pas manqué de regretter une nouvelle fois la "légèreté" avec laquelle il estime que le ministre-président Rudi Vervoort (PS) a pris en compte une problématique pourtant dramatiquement mise en lumière par la tuerie du musée juif de Bruxelles à la fin du mois de mai. Le libéral a ensuite remis sur la table une série de propositions, annoncées dans "La Libre" il y a quelques jours. Le MR plaide notamment pour la création d'une cellule spécialisée dans les phéno-

mènes de radicalisme dans le futur organe régional de prévention. Groen, comme la N-VA, a également déploré la lenteur de la réaction bruxelloise.

Le petit coup de De Wolf

La plupart des députés ont tenu des discours rassembleurs à grand renfort de citations d'intellectuels de renom tels Albert Camus ou Amin Maalouf. "Notre gouvernement refuse de tomber dans les raccourcis qui mêlent intégration et radicalisation", a répliqué le ministre-président Rudi Vervoort. Il a par ailleurs rappelé une série de mesures qui seront intégrées en juillet dans le nouveau plan régional de prévention. Il

s'agit principalement de coordination entre les communes et de formations. Ceci sans satisfaire l'opposition. "Je reste sur ma faim", a lancé une Zoé Genot (Ecolo), peinant à déceler "un avant et un après Charlie".

En fin de séance, Vincent De Wolf a tenté de mettre à l'ordre du jour une motion condamnant les propos de Rudi Ver-

voort qui avaient relié la politique fédérale à celle de l'Allemagne nazie. Et conduit à une condamnation générale puis aux excuses du socialiste. Le MR a été largement débouté alors que PS regrettait un "coup politique" de petite envergure. Le débat a fait œuvre de catharsis pour les partis politiques, en attendant les résultats que donneront les mesures annoncées sur une part de la jeunesse avec qui l'autorité publique semble avoir perdu le contact.

M. Co.

"Nous refusons les raccourcis qui mêlent intégration et radicalisation."

RUDI VERVOORT